



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 16/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Ile-de-France SAS

21 ROUTE DU BASSIN N° 5
92230 GENNEVILLIERS

N° de dossier : 5031

Références : Inspection #AR23_Sanctions

Code AIOT : 0007402240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement SUEZ RV Ile-de-France SAS implanté 21 ROUTE DU BASSIN N° 5 92230 GENNEVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 17/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection entre dans le cadre de l'action régionale coup de poing 2023 récolement de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Ile-de-France SAS
- 21 ROUTE DU BASSIN N° 5 92230 GENNEVILLIERS
- Code AIOT : 0007402240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SUEZ RV Ile-De-France est un centre de tri et de traitement de déchets non dangereux implanté sur la commune de Gennevilliers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure DCPAT n°2021-127 du 15/09/2021 et n°2022-93 du 22/08/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Eaux usées domestiques	Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 15/09/2021, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale, Astreinte	Levée d'astreinte
2	Protection contre la foudre (2)	AP de Mise en Demeure du 22/08/2022, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 22/08/2022, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Rejets aqueux (3)	AP de Mise en Demeure du 22/08/2022, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La non-conformité relative à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCPAT n°2021-127 du 15/09/2021 est levée. L'arrêté préfectoral d'astreinte DCPAT n°2022-94 du 22/08/2022 peut aussi être abrogé.

Les 3 non-conformités, correspondant aux points de contrôle n°2, 3 et 4 du tableau ci-dessus, ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral DCPAT n°2022-93 du 22/08/2022 sont levées.

L'inspection a constaté une non-conformité concernant les concentrations en polluants des eaux usées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/09/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale, Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2022
Prescription contrôlée : <p>La société SUEZ RV Ile-de-France est mise en demeure, de respecter l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Elle devra faire installer sur son site au 21 route du bassin n°5 à Gennevilliers des dispositifs de protection contre la foudre rendu nécessaire par la mise à jour de l'étude technique.</p> <p>Par ailleurs, les dispositifs de protection et les mesures de prévention devront répondre aux exigences de l'étude technique.</p> <p>Rapport d'inspection du 08/08/2022:</p> <p>Non-conformité: Contrairement à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/09/2021, l'exploitant n'a pas fait installer les dispositifs de protection contre la foudre rendu nécessaire par la mise à jour de l'étude technique. L'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels.</p> <p>Compte tenu de la persistance de l'inobservation de la prescription, l'inspection des installations classées propose d'imposer le paiement d'une astreinte de 50 euros TTC par jour à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'astreinte avec un délai de sursis fixé au 1er octobre 2022 jusqu'à satisfaction de la mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.</p>
Constats : Par courriel du 12/09/2022, l'exploitant a transmis le Dossier d'Ouvrage Exécuté daté du 22/08/2022 fourni par la société ARIEL INDUSTRIES pour l'installation extérieure et intérieure de protection contre la foudre sur le site SUEZ RV IDF à Gennevilliers.
Le rapport décrit les travaux réalisés de mise à niveau de protection foudre définis dans l'étude technique numéro « 20.601.CRY.22884.00.I.001.ETF1.001 » établi par la société APAVE le 29 Décembre 2020 résultant de l'analyse de risque foudre réalisée en Octobre 2020 par cette même société.
La non-conformité ayant conduit à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/09/2021 et à l'arrêté d'astreinte du 22/08/2022 est levée. L'exploitant a procédé aux travaux avant la fin du délai de sursis fixé au 01/10/2022 à l'article 1 de l'arrêté d'astreinte DCPATn°2022-94 du 22/08/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 2 : Protection contre la foudre (2)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2022
Prescription contrôlée : <p>Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/08/2022: La société SUEZ RV Ile-de-France est mise en demeure de respecter dans le délai fixé à l'article 1er du présent arrêté l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Elle devra prendre les dispositions permettant de remettre en conformité le dispositif de protection contre la foudre comme le préconisait le dernier rapport de vérification visuelle du 19 octobre 2021.</p> <p>Rapport d'inspection du 08/08/2022: Non-conformité: L'exploitant doit procéder à la remise en état de ces dispositifs de protection contre la foudre préconisé à la suite de la dernière vérification visuelle dans un délai d'un mois.</p> <p>Constats : L'exploitant a fait réaliser une vérification complète de son installation de protection contre la foudre par la société APAVE du 07/11/2022 au 15/11/2022. L'exploitant a présenté le rapport de vérification daté du 15/11/2022 lors de l'inspection. Conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/04/2010, l'installation des protections a fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Dans le rapport de vérification complète de novembre 2022, 10 non-conformités sont relevées. L'exploitant a indiqué à l'inspection que les travaux de remise en conformité avait été réalisé. Les non-conformités sont reportées au sein du logiciel de suivi des travaux de maintenance Synergie et indiquées comme clôturées à l'exception des non-conformités relatives à la protection du bus incendie (liaisons entre les bâtiments). La protection des bus incendie est prévue dans l'analyse du risque foudre du 14/10/2010. L'exploitant indique que cette protection n'est pas obligatoire d'après son fournisseur ou réparateur d'équipement.</p> <p>L'exploitant devra clarifier auprès de l'APAVE ce qu'il doit réaliser pour lever les non-conformités relatives à la protection du bus incendie et procéder à la remise en conformité de son installation.</p> <p>Dans le rapport de vérification visuelle daté du 19/10/2021 et dans le rapport de vérification complète daté du 15/11/2022, une non-conformité est récurrente. Elle concerne l'enregistrement des agressions contre la foudre. L'organisme a noté l'absence de procédure pour relever les compteurs foudre. L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure intégrée au logiciel interne Synergie. Depuis le mois de décembre 2022, un relevé par mois des compteurs foudre est prévu.</p> <p>La non-conformité relative à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/08/2022 est levée.</p>
Observations : L'exploitant doit se rapprocher de l'APAVE pour confirmer l'obligation de l'installation de la protection du bus incendie (parafoudres) et remettre son installation en conformité le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, méthode de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2022
Prescription contrôlée : <p>La société SUEZ RV Ile-de-France est mise en demeure de respecter le point 7.4.5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 prescrivant de nouvelles conditions d'exploitation.</p> <p>Elle devra faire réaliser un contrôle des effluents aqueux (prélèvement plus analyse) par un organisme agréé, chaque semestre sur l'ensemble des 4 points de rejets que comprend le site, listés au 7.3.2 de l'article I de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 précité et en respectant les conditions de prélèvements définies, à savoir un échantillon moyen réalisé sur une période de 24 heures.</p> <p>Non-conformité du rapport d'inspection du 08/08/2022:</p> <p>Contrairement au point 7.4.5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007 modifié, les contrôles réalisés sur les points de rejets 3 et 4 ne respectent pas les conditions de prélèvement définis, à savoir sur un échantillon de 24h.</p>
Constats : L'installation possède 4 points de rejets. <p>L'exploitant a présenté les derniers rapports d'analyse effectuées par la société CARSO datés du 17/11/2022.</p> <p>Les prélèvements ont tous été effectués sur 24h du 06/10/2022 au 07/10/2022.</p> <p>La non-conformité relative à l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/08/2022 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets aqueux (3)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/08/2022, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, fréquence de surveillance des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2022
Prescription contrôlée : <p>La société SUEZ RV Ile-de-France est mise en demeure de respecter l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT n°2021-23 du 1er mars 2021 modifiant le point 7.3.2 de l'article I de l'arrêté préfectoral du DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 précité, relatif aux traitements des eaux vannes.</p> <p>Elle devra respecter le délai maximum d'un an entre chaque contrôle de l'auto-surveillance des eaux usées domestiques. La prochaine mesure des eaux usées domestiques devra donc être réalisée avant décembre 2022.</p> <p>Rapport d'inspection du 08/08/2022:</p> <p>Conformément au point 7.3.4 de l'article 1 de l'arrêté du 11/07/2007 modifié, l'exploitant doit réaliser une autosurveillance des eaux usées. Le délai maximal entre chaque contrôle des eaux usées est d'un an. L'exploitant doit donc procéder à une mesure des eaux usées avant décembre 2022.</p>
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport d'analyse des eaux usées daté du 17/11/2022 réalisé par la société CARSO. Le prélèvement a été effectué le 07/10/2022.
La non-conformité relative à l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/08/2022 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux usées domestiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, concentration maximale à respecter
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Concernant le traitement des eaux usées domestiques, l'exploitant effectue une autosurveillance sur les paramètres suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demande biochimique en oxygène sur 5 jours (DBO5, code SANDRE : 1313) concentration maximale à respecter (moyenne journalière) = 35 mg (O2) / l - Demande chimique en oxygène (DCO, code SANDRE : 1314) concentration maximale à respecter (moyenne journalière) = 200 mg (O2) / l - Matières en suspension (MES, code SANDRE : 1305) concentration maximale à respecter (moyenne journalière) = 35 mg (O2) / l
<p>Constats : Dans le rapport d'analyse du 17/11/2022 de la société CARSO, l'inspection relève les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demande biochimique en oxygène (DBO) avec ATU (5 jours) : 56 mg/l - Matières en suspension totales : 358 mg/l - Demande chimique en oxygène (indice ST-DCO) : 244 mg/l <p>Non-conformité : Contrairement à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 01/03/2021 modifiant l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007, l'exploitant ne respecte pas les concentrations maximales définies pour les eaux usées domestiques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents devront respecter, avant rejet dans la darse, les caractéristiques et concentrations suivantes: <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;- température inférieure à 30° c ;- valeur de la DCO inférieure à 300 mg/l ;- valeur de la DBO5 inférieure à 100 mg/l ;- valeur des MEST inférieure à 100 mg/l ;- valeur en phosphore total (exprimé en P) inférieure à 10 mg/l ;- valeur en hydrocarbures totaux inférieure à 10 mg/l ;- valeur en azote global (exprimé en N) inférieure à 30 mg/l.
Constats : Les rapports d'analyses du 17/11/2022 sur les 4 points de rejets de l'installation ne mentionnent aucune valeur supérieure aux valeurs limites de rejet définies à l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007. L'inspection n'a pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet